

Entente de délégation
DE GESTION D'ACTIVITÉS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER
SUR LES TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT

ENTRE : **La ministre des Ressources naturelles et des Forêts**, pour le gouvernement du Québec, ayant ses bureaux au 5700, 4e Avenue Ouest, Québec (Québec) G1H 6R1, représentée par madame Line Drouin, sous-ministre, dûment autorisée en vertu de l'article 5 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2),

Ci-après appelée la « **Ministre** »,

ET : **Rexforêt Inc.**, personne morale légalement constituée, ayant son siège au 2954, boulevard Laurier, bureau 590, Québec (Québec) G1V 4T2, représentée par monsieur Jean Roy, président du conseil d'administration et monsieur Jean-Pierre Dansereau, directeur général, dûment autorisés ainsi qu'ils le déclarent,

Ci-après appelée « **Rexforêt** »,

Ci-après collectivement appelées les « **Parties** »,

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 52 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (chapitre A-18.1), (LADTF), la **Ministre** est responsable de l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État et de leur gestion, notamment de la planification forestière, de la réalisation des interventions en forêt, de leur suivi et de leur contrôle, du mesurage des bois ainsi que de l'attribution des droits forestiers ;

ATTENDU QU, en vertu du premier alinéa de l'article 17.22 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2), (LMRNF), la **Ministre** peut notamment déléguer, par entente, à une personne morale, une partie de la gestion des territoires du domaine de l'État, y compris les ressources forestières se trouvant à l'intérieur de ces territoires;

ATTENDU QUE le premier alinéa de cet article prévoit également que la gestion déléguée peut notamment concerner la planification des interventions, leur réalisation, leur suivi ou leur contrôle;

ATTENDU QUE, en vertu du second alinéa de l'article 17.22 de cette loi, la **Ministre** peut également déléguer, par entente, la gestion d'un programme qu'elle a élaboré en vertu des paragraphes 3°, 14.3° ou 16.6° de l'article 12.

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 17.23 de cette loi prévoit les éléments qui doivent faire partie de l'entente de délégation de gestion dont notamment les règles spécifiques relatives aux contrats que le délégataire peut octroyer;

ATTENDU QUE le second alinéa de cet article prévoit que l'exercice de pouvoirs par un délégataire n'engage pas la responsabilité du gouvernement;

ATTENDU QUE Rexforêt a pour mission de soutenir le ministère des Ressources naturelles et des Forêts, (MRNF), dans l'aménagement forestier durable des forêts publiques, en gérant avec efficience les activités et les budgets qui lui sont confiés, principalement en matière de sylviculture;

ATTENDU QUE Rexforêt collabore avec le MRNF depuis sa création dans la mise en œuvre du régime forestier québécois et a su développer une expertise dans le domaine;

ATTENDU QUE la **Ministre** souhaite poursuivre sa collaboration avec **Rexforêt** en continuant de lui confier un rôle important dans la mise en œuvre du régime forestier québécois;

ATTENDU QUE l'industrie sylvicole compte quelque 240 entreprises réparties dans toutes les régions du Québec et que la main-d'œuvre y pose un défi très important;

ATTENDU QUE les ententes de réalisation de travaux sylvicoles (ERTS) ne peuvent être renouvelées dans leur forme actuelle;

ATTENDU QUE la nouvelle Politique sur les conditions des contrats de Rexforêt, adoptée en vertu de l'article 7 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) (LCOP) et des principes et obligations qui en découlent, prévoit de nouveaux mécanismes d'attribution de contrats, en lieu et place des ERTS en vigueur depuis 2013;

ATTENDU QUE l'entente de délégation de gestion d'activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État, signée en 2018 entre le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs et **Rexforêt**, prend fin le 31 mars 2023;

ATTENDU QUE la **Ministre** souhaite conclure avec **Rexforêt** une nouvelle entente de délégation de gestion conformément à la LMRNF;

EN CONSÉQUENCE, les **Parties** conviennent de ce qui suit :

Clause 1 **INTERPRÉTATION**

- 1.1. Le préambule ainsi que les annexes dont il est fait mention font partie intégrante de la présente entente. En cas de conflit entre les annexes et la présente entente, cette dernière prévaut.
- 1.2. La présente entente est régie par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.
- 1.3. La présente entente constitue l'entente complète entre les **Parties** en ce qui a trait à la délégation et, à cet égard, toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet.
- 1.4. La présente entente peut être signée en autant d'exemplaires que les **Parties** jugent nécessaires et, lorsqu'ils sont ainsi signés, tous ces exemplaires ont la même validité, lient les **Parties** qui les ont signés et ne constituent ensemble qu'un seul et même document.
- 1.5. La nullité ou l'illégalité d'une disposition de la présente entente n'entraîne pas la nullité ou l'illégalité de ses autres dispositions, lesquelles doivent être considérées comme divisibles à l'égard de la disposition jugée nulle ou illégale.
- 1.6. Les titres apparaissant dans la présente entente n'y sont insérés que pour en faciliter la lecture et ne peuvent servir à l'interpréter.
- 1.7. Les **Parties** reconnaissent que les dispositions de la présente entente ont été librement discutées entre elles et qu'elles ont reçu les explications adéquates sur leur nature et leur étendue.

- 1.8. Le fait qu'une partie n'ait pas insisté sur la pleine exécution de l'une des obligations contenues à l'entente ou n'ait pas exercé l'un des droits conférés par celle-ci ne doit pas être considéré comme une renonciation pour l'avenir à la pleine exécution de cette obligation ou à ce droit. Une partie peut, à sa seule discrétion, renoncer, en totalité ou en partie, aux droits qui lui sont conférés par l'entente. Une telle renonciation doit être écrite et peut être conditionnelle ou non, révocable ou irrévocable, suivant sa teneur. Une renonciation n'est imputable qu'aux droits et aux circonstances expressément visés par cette renonciation.
- 1.9. Tous les droits mentionnés dans l'entente sont cumulatifs et non alternatifs. La renonciation à un droit ne constitue pas une renonciation à tout autre droit.
- 1.10. Les règles relatives à la computation des délais fixés par la présente entente ou impartis en vertu de quelque-une de ses dispositions sont celles que prévoit l'article 52 de la Loi d'interprétation (chapitre I-16).
- 1.11. Tout versement devant être effectué en vertu de la présente entente le sera en monnaie ayant cours légal au Canada.

Clause 2

OBJET

- 2.1. La présente entente a pour objet de déléguer à **Rexforêt** une partie de la gestion de certaines activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État, lesquelles terres sont sous la responsabilité des directions générales de la gestion des forêts (DGGF) du MRNF ci-après indiquées, le tout conformément aux dispositions de la présente entente :
- Direction générale de la gestion des forêts Nord-Est
 - Direction de la gestion des forêts Saguenay–Lac-Saint-Jean
 - Direction de la gestion des forêts Côte-Nord
 - Direction générale de la gestion des forêts Nord-Ouest
 - Direction de la gestion des forêts Abitibi-Témiscamingue
 - Direction de la gestion des forêts Nord-du-Québec
 - Direction générale de la gestion des forêts Central et Sud
 - Direction de la gestion des forêts Mauricie–Centre-du-Québec
 - Direction de la gestion des forêts Capitale-Nationale–Chaudière-Appalaches
 - Direction de la gestion des forêts de l'Estrie, Montérégie, Laval et Montréal
 - Direction générale de la gestion des forêts Sud-Est
 - Direction de la gestion des forêts Bas-Saint-Laurent
 - Direction de la gestion des forêts Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
 - Direction générale de la gestion des forêts Sud-Ouest
 - Direction de la gestion des forêts Outaouais
 - Direction de la gestion des forêts Lanaudière–Laurentides
- 2.2 La présente entente vise également à prévoir les modalités de versement à Rexforêt des sommes nécessaires à cette gestion (Annexe 4),

Clause 3
DURÉE ET RENOUVELLEMENT

- 3.1. Malgré la date de sa signature, la présente entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2023 et se termine le 31 mars 2029.
- 3.2. La présente entente pourra être renouvelée pour une période additionnelle de six (6) ans selon les termes et conditions à convenir entre les **Parties**.
- 3.3. La **Ministre** et **Rexforêt** doivent s'aviser mutuellement de leur intention de renouveler ou non la présente entente en transmettant un avis écrit à cet effet, conformément à la clause 18.1, à l'autre partie au plus tard le 31 mars 2028.

Clause 4
RESPONSABILITÉS DÉLÉGUÉES

- 4.1. Dans le cadre de la présente entente, la **Ministre** délègue à **Rexforêt** :

4.1.1. la réalisation des travaux d'aménagement forestier inscrits à la planification forestière visée à la clause 8.2.1 des présentes (planification forestière), notamment les travaux sylvicoles, les travaux de voirie, l'inventaire, le rubanage et le martelage. **Rexforêt** peut elle-même réaliser les travaux ou les faire réaliser par des entreprises d'aménagement détenant le certificat visé à l'article 62 de la LADTF ou inscrites à un programme pour l'obtention d'un tel certificat. Dans ce cas, **Rexforêt** pourra, à titre de donneur d'ouvrage :

- a) conclure des contrats avec des entreprises pour la réalisation de travaux d'aménagement forestier ou de tous autres travaux connexes sur les terres du domaine de l'État inscrits à la planification forestière, et ce, conformément à sa Politique sur les conditions des contrats, en concordance avec les termes de la LCOP et les instructions du Manuel de réalisation des appels d'offres publics établi par le Bureau de mise en marché des bois (BMMB). La durée de ces contrats ne pourra excéder la date de terminaison de la présente entente et **Rexforêt** devra en assurer la gestion opérationnelle et administrative et en demeure responsable;
- b) pour les contrats répartis à plusieurs fournisseurs, utiliser les valeurs de travaux établis par le BMMB pour déterminer les valeurs des services à recevoir, lorsque requis par la **Ministre**;
- c) pour les contrats de gré à gré, lorsque requis par la ministre, prendre en compte les valeurs des traitements sylvicoles établis par le BMMB pour négocier avec le fournisseur la valeur des services à recevoir.
- d) offrir à des entreprises d'aménagement, si elle juge le risque acceptable, d'être sous la responsabilité de la certification environnementale qu'elle détient, et ce, aux conditions qu'elle détermine;

4.1.2. la réalisation du mesurage des bois récoltés associés aux travaux d'aménagement forestier qui lui sont délégués, tel que défini à la planification forestière. **Rexforêt** peut réaliser lui-même le mesurage ou le faire réaliser par un tiers. ; toutefois Rexforêt en demeure responsable. Le mesurage devra être effectué selon l'une des méthodes reconnues par la **Ministre**, déterminée par voie réglementaire;

4.1.3. le suivi de la conformité (respect des normes de qualité) des travaux d'aménagement forestier sous sa responsabilité;

- 4.1.4. l'acceptabilité finale des travaux d'aménagement forestier réalisés, incluant le paiement de ceux-ci. S'il y a lieu, **Rexforêt** devra moduler le taux utilisé pour calculer le paiement dû selon les directives de la **Ministre**, notamment aux fins de production du rapport annuel technique et financier devant être présenté à la **Ministre** et du rapport annuel d'activité de **Rexforêt**.
- 4.2. La **Ministre** entend également déléguer à **Rexforêt** la gestion de certains programmes particuliers (annexe 8) en vertu de la LMRNF ainsi que la gestion d'autres activités jugées pertinentes par une direction générale de la gestion des forêts du MRNF dans les limites budgétaires autorisées. Les termes et conditions de délégation de ces programmes ou activités seront définis par les **Parties**. Les frais de gestion, d'administration et d'encadrement de 7 % prévus à la clause 6.1.6 ne s'appliqueront pas à l'enveloppe de programme si celui-ci prévoit déjà à ses normes des frais pour sa gestion et son administration.

Clause 5

OBLIGATIONS DE REXFORÊT

- 5.1 Dans le cadre de la présente entente, **Rexforêt** s'engage à :
- 5.1.1 collaborer entièrement avec la **Ministre** dans l'exécution de la présente entente;
 - 5.1.2 respecter les orientations et les balises établies par la **Ministre** pour la réalisation des travaux qui lui sont confiés en vertu des présentes;
 - 5.1.3 respecter les dispositions des lois et des règlements d'application en vigueur la concernant;
 - 5.1.4 détenir un certificat environnemental ISO 14001 valide, pour la durée de la présente entente;
 - 5.1.5 posséder les qualifications, les autorisations, les permis, les licences, les enregistrements, les certificats, les accréditations et les attestations nécessaires à la réalisation des travaux;
 - 5.1.6 acquérir et à détenir, le cas échéant, tous les droits de quelque nature qu'ils soient, y compris les droits de propriété intellectuelle, qui s'avèrent nécessaires pour réaliser les travaux prévus dans cette entente;
 - 5.1.7 faire preuve d'éthique, de rigueur, d'efficiency et de transparence dans le cadre de la réalisation de la présente entente;
 - 5.1.8 respecter les délais fixés dans la présente entente;
 - 5.1.9 réaliser les travaux d'aménagement forestier inscrits à la planification forestière selon les règles de l'art et en conformité avec les lois et les règlements applicables;
 - 5.1.10 se conformer aux prescriptions sylvicoles et aux modalités opérationnelles prévues à la planification forestière;
 - 5.1.11 respecter les plans d'aménagement forestier intégrés et, si des modifications à la planification des travaux s'avéraient nécessaires, à présenter les demandes de modifications à la **Ministre** ;

- 5.1.12 prendre les mesures nécessaires et raisonnables pour s'assurer que les travaux répondent aux exigences de qualité établies par la **Ministre**, les indicateurs de performance de **Rexforêt** étant définis à l'annexe 5;
- 5.1.13 respecter les exigences minimales de contrôles décrites à l'annexe 7 selon les éléments et exigences émises par le MRNF et s'assurer que l'ensemble de ces exigences sont respectées par l'entremise de ses instructions ;
- 5.1.14 respecter les exigences contractuelles supplémentaires prévues à l'annexe 6, les normes, les guides, les manuels, les balises et toutes procédures techniques en vigueur émises par le MRNF et, si des dérogations s'avéraient nécessaires, à en présenter les demandes à la **Ministre** ;
- 5.1.15 assurer la gestion opérationnelle et administrative des contrats conclus avec les entreprises d'aménagement forestier ;
- 5.1.16 évaluer la performance des entreprises d'aménagement forestier liées à elle par contrat et en communiquer, sur demande, les résultats à la **Ministre** ;
- 5.1.17 présenter à la **Ministre** des rapports sur l'état d'avancement des travaux réalisés dans le format et selon la fréquence déterminée par la **Ministre** ;
- 5.1.18 tenir et mettre à jour tous les livres ou les dossiers pour assurer une saine gestion des activités déléguées, étant entendu que les documents doivent faire état de toutes les transactions effectuées et doivent permettre à la **Ministre** d'effectuer les vérifications qu'elle juge appropriées ;
- 5.1.19 fournir à la **Ministre**, dans la forme requise par cette dernière, tous les renseignements ou documents, y compris les données financières qu'elle détient et que la **Ministre** pourrait lui réclamer pour le suivi de la mise en œuvre de la présente entente, pour son évaluation ou, le cas échéant, qui sont nécessaires à l'alimentation des systèmes gouvernementaux de gestion forestière et environnementale ;
- 5.1.20 rendre disponibles à son bureau, à la demande de la **Ministre**, toutes les pièces justificatives supportant l'utilisation des fonds qui lui sont versés par la **Ministre** ;
- 5.1.21 permettre aux représentants désignés par la **Ministre** d'examiner, pendant les heures d'affaires, les lieux des travaux, les contrats et les ententes, le processus d'appel d'offres public ainsi que les dossiers, les comptes et les registres qu'elle tient. De plus, à la demande de la **Ministre**, **Rexforêt** doit recueillir auprès d'une entreprise liée à elle, par contrat ou par entente, les données requises aux termes d'un projet et doit mener les vérifications nécessaires ;
- 5.1.22 s'assurer que tous les coûts et les frais liés à la gestion, l'administration, l'exécution, l'approbation, le suivi, le contrôle et à la reddition de comptes des activités d'aménagement forestier sont assumés à même l'enveloppe budgétaire allouée annuellement par la **Ministre** ;
- 5.1.23 transmettre à la **Ministre** ses prévisions budgétaires annuelles des dépenses d'encadrement des travaux et rapports pour toutes les régions ainsi que celles des frais de gestion et d'administration en lien avec la planification des travaux déterminée par le MRNF ;
- 5.1.24 rembourser à la **Ministre**, à sa demande et selon les modalités à convenir, tout montant non utilisé à l'expiration de la présente entente ou à la date de sa résiliation, le cas échéant;

- 5.1.25 présenter à la **Ministre**, au plus tard le 1^{er} novembre suivant la fin de son exercice financier, une reddition de comptes technique et financière complète selon la forme et la teneur déterminées par la **Ministre** ainsi que son rapport annuel d'activité étant entendu que la reddition de comptes sera fondée sur l'imputabilité de ses dirigeants ;
- 5.1.26 se conformer à sa Politique sur les conditions des contrats adoptée par son conseil d'administration, laquelle doit considérer les défis que pose le régime forestier québécois et particulièrement ceux qui touchent l'industrie sylvicole. Ainsi, la Politique sur les conditions des contrats doit :
- a) assurer la confiance du public dans les marchés publics en attestant l'intégrité des concurrents;
 - b) assurer la transparence dans les processus contractuels ;
 - c) assurer le traitement intègre et équitable des concurrents ;
 - d) permettre aux concurrents qualifiés de participer aux appels d'offres ;
 - e) utiliser des contrats comme levier de développement économique du Québec et de ses régions ;
 - f) assurer la mise en place de procédures efficaces et efficientes, comportant notamment une évaluation préalable des besoins adéquate et rigoureuse qui s'inscrit dans la recherche d'un développement durable au sens de la Loi sur le développement durable ;
 - g) assurer la recherche de la meilleure valeur dans l'intérêt public ;
 - h) assurer la mise en œuvre de systèmes d'assurance de la qualité dont la portée couvre la fourniture de biens et la prestation des services ou travaux requis ;
 - i) prévoir une reddition de comptes fondée sur l'imputabilité de ses dirigeants et sur la bonne utilisation des fonds publics.
- 5.1.27 respecter la politique environnementale adoptée par son conseil d'administration, laquelle doit prendre en compte et promouvoir les 16 principes énoncés à l'article 6 de la Loi sur le développement durable (chapitre D-8.1.1) ;
- 5.1.28 respecter la politique de santé et sécurité au travail adoptée par son conseil d'administration ;
- 5.1.29 éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt personnel de ses administrateurs et celui de la **Ministre** ou créant l'apparence d'un tel conflit, à l'exclusion toutefois d'un conflit découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente entente ;
- 5.1.30 se conformer à sa politique de gestion documentaire adoptée par son conseil d'administration pour l'ensemble des documents visés par la présente entente, sous tout support d'information que ce soit. **Rexforêt** devra notamment s'assurer de respecter les mêmes durées de conservation que celles prescrites au calendrier de conservation du MRNF pour les documents visés par la présente entente ;
- 5.1.31 participer à des mesures, lorsque possible et sans conflits avec ses autres obligations, pour valoriser, attirer et retenir la main-d'œuvre sylvicole en collaboration avec les entités concernées ;

- 5.1.32 participer à des mesures, lorsque possible et sans conflits avec ses autres obligations, pour soutenir la viabilité à long terme de l'industrie sylvicole québécoise, en collaboration avec les entités concernées ;

Clause 6

OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DE LA MINISTRE

- 6.1 Dans le cadre de la présente entente, la **Ministre** s'engage à :
- 6.1.1 accompagner **Rexforêt**, selon les besoins, dans la prise en charge de la gestion des activités d'aménagement forestier qui lui sont déléguées tout en tenant compte de ses capacités et de ses orientations ;
 - 6.1.2 transférer à **Rexforêt** ses connaissances, son expertise, le suivi et les technologies nécessaires pour exécuter les travaux et lui fournir l'ensemble des données convenues pour la réalisation des activités d'aménagement, incluant les guides, les manuels, les normes, les balises et les procédures disponibles et existantes ;
 - 6.1.3 transmettre à **Rexforêt** toutes les données cartographiques et autres nécessaires à la réalisation des travaux ;
 - 6.1.4 communiquer à **Rexforêt** toute information relative à l'industrie de l'aménagement forestier dont elle pourrait avoir besoin ;
 - 6.1.5 présenter aux comités régionaux de suivi (clause 7), aux fins d'analyse et de discussion, la planification forestière détaillée des activités d'aménagement à réaliser (travaux sylvicoles commerciaux et non commerciaux) ainsi que l'enveloppe budgétaire disponible pour les travaux sylvicoles non commerciaux ;
 - 6.1.6 verser à **Rexforêt** le coût réel des dépenses d'exécution des travaux d'aménagement forestier, les frais de gestion et d'administration ainsi que les frais d'approbation de ces travaux et des rapports qui sont définis aux annexes 1 à 3 (clause 8). Les frais de gestion, d'administration et d'encadrement ne peuvent cependant excéder 7 % (3% en gestion et administration et 4% en encadrement) de l'enveloppe budgétaire allouée annuellement par la **Ministre** qui versera ces sommes selon les modalités prévues à l'annexe 4. Sous réserve de l'approbation de la Loi n° 1 sur les crédits, une avance d'un maximum de 25 % de l'enveloppe annuelle allouée par la **Ministre** sera versée en début d'année financière. Le solde sera versé à une fréquence permettant de combler de façon sécuritaire l'ensemble des besoins financiers établis dans les annexes annuelles et en tenant compte de la capacité de **Rexforêt**. Chaque versement est conditionnel à la disponibilité des sommes au Fonds des ressources naturelles, conformément aux dispositions des articles 21 et 51 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001);
 - 6.1.7 communiquer à **Rexforêt**, dans les meilleurs délais, ses exigences en matière de reddition de comptes ;
 - 6.1.8 établir annuellement, si requis, les indicateurs de performance de **Rexforêt** (clause 8), lesquels seront présentés à son conseil d'administration et contenus à l'annexe 5 ;
 - 6.1.9 lorsque **Rexforêt** fait réaliser les travaux par des entreprises d'aménagement forestier, reconnaître que **Rexforêt** agit comme donneur d'ouvrage dans le cadre de la présente entente et qu'à ce titre, elle est la seule interlocutrice vis-à-vis les entreprises d'aménagement forestier avec qui elle contracte ou conclut une entente.

6.1.10 Informer Rexforêt des changements aux durées de conservation prescrites à son calendrier de conservation et ayant un impact sur les documents visés par la présente entente.

Clause 7 **COMITÉS DE SUIVI**

- 7.1 Les **Parties** constituent, pour les fins de la présente entente, un comité de suivi provincial et des comités régionaux de suivi.
- 7.2 Le comité de suivi provincial a pour mandat :
- 7.2.1 d'analyser la progression des travaux et l'évolution budgétaire des annexes annuelles (clause 8) ;
 - 7.2.2 d'analyser les problématiques opérationnelles, budgétaires et administratives, et de rechercher des solutions ;
 - 7.2.3 de participer à l'analyse avec le BMMB, dans un contexte de transposition, des résultats des contrats octroyés par appel d'offres public et en vertu des ententes à long terme ;
 - 7.2.4 de régler des différends provinciaux ou régionaux, le cas échéant ;
 - 7.2.5 de recommander à la **Ministre** et à **Rexforêt** des améliorations à la présente entente.
- 7.3 Chaque comité de suivi régional a pour mandat :
- 7.3.1 d'analyser la planification forestière des travaux prévue aux annexes annuelles (clause 8) ;
 - 7.3.2 d'analyser périodiquement, ou au besoin, les projets de changement à la planification forestière des travaux prévue aux annexes annuelles (clause 8) ;
 - 7.3.3 d'analyser la progression des travaux et l'évolution budgétaire qui en découle ;
 - 7.3.4 d'analyser les problématiques opérationnelles et budgétaires régionales, de rechercher des solutions et, au besoin, demander une intervention au comité de suivi provincial lorsque des solutions régionales ne peuvent être trouvées pour des problèmes ou différends ;
 - 7.3.5 de régler les différends entre les **Parties**, le cas échéant ;
 - 7.3.6 de recommander au comité de suivi provincial des améliorations à la présente entente.
- 7.4 Le comité de suivi provincial sera composé de quatre (4) représentants de la **Ministre** dont trois (3) désignés par la sous-ministre associée aux Opérations régionales du MRNF et un (1) désigné par la sous-ministre des Ressources naturelles et des Forêts du MRNF et de quatre (4) représentants de **Rexforêt** désignés par son directeur général.
- 7.5 Selon les besoins, les **Parties** peuvent inviter un maximum de deux (2) personnes-ressources pour prendre part aux réunions du comité de suivi provincial.

Clause 8
ANNEXES ANNUELLES

- 8.1 Les **Parties** conviennent de conclure des annexes annuelles provinciales pour chaque année financière couverte par la présente entente.
- 8.2 Les annexes annuelles incluent notamment ce qui suit :
- 8.2.1 la planification des travaux d'aménagement forestier de chaque région confiée à **Rexforêt** telle que déterminée par le MRNF et le budget d'exécution des travaux forestiers (annexe 1) ;
 - 8.2.2 le budget d'encadrement des travaux et rapports de **Rexforêt** (annexe 2) ;
 - 8.2.3 le budget de gestion et d'administration de **Rexforêt** (annexe 3) ;
 - 8.2.4 les modalités de versement de la **Ministre** à **Rexforêt** (annexe 4) ;
 - 8.2.5 les indicateurs de performance demandés à **Rexforêt** par la **Ministre** (annexe 5) ;
 - 8.2.6 la liste des exigences contractuelles supplémentaires par année d'exercice (annexe 6) ;
 - 8.2.7 la liste des exigences minimales de contrôles (annexe_7)
 - 8.2.8 la liste des programmes dont la gestion est déléguée à Rexforêt (annexe_8).
 - 8.2.9 modalités générales d'octroi de contrats des travaux sylvicoles non commerciaux (annexe_9).
- 8.3 Toute modification aux annexes annuelles doit être faite par écrit et être signée par les **Parties**.

Clause 9
DISPOSITION DES BOIS

- 9.1 À la demande de la **Ministre** et selon ses directives, **Rexforêt** peut disposer des bois issus des travaux d'aménagement forestier réalisés dans le cadre de la présente entente.
- 9.2 Les revenus perçus par **Rexforêt** dans le cadre de la disposition des bois seront affectés selon les directives établies par la **Ministre**.
- 9.3 Si **Rexforêt** se voit confier la vente des bois à la demande de la **Ministre**, **Rexforêt** est alors tenue d'enregistrer ces volumes au système Mesubois.

Clause 10
Fin de l'Entente

- 10.1 La **Ministre** ou **Rexforêt** peut mettre fin à la présente entente en tout temps par un avis écrit à cet effet transmis à l'autre partie, au plus tard le 1^{er} octobre pour résiliation au 1^{er} avril suivant.

- 10.2 La **Ministre** peut résilier la présente entente si **Rexforêt** fait défaut de se conformer à l'une ou l'autre des conditions ou dispositions qui y sont prévues et que ce défaut n'est pas corrigé dans les trente (30) jours suivants la réception d'un avis écrit donné par la **Ministre** faisant état du défaut et demandant qu'il soit corrigé ou, si ce défaut ne peut être corrigé dans ce délai de trente (30) jours, que ce défaut demeure non corrigé au-delà du délai raisonnable nécessaire pour que **Rexforêt** le corrige en faisant preuve de toute la diligence requise.

La **Ministre** peut également résilier la présente entente si **Rexforêt** cesse ses opérations.

- 10.3 Toute dérogation aux dispositions de la clause 13 de la présente entente peut, si la **Ministre** en décide ainsi, entraîner la résiliation de cette entente à compter de la date de la cession.
- 10.4 **Rexforêt** sera responsable des dommages que pourrait subir la **Ministre** du fait de la résiliation de l'entente effectuée pour l'un ou l'autre des motifs prévus aux clauses 10.2 ou 10.3.
- 10.5 Nonobstant la pleine et entière exécution de la présente entente, son expiration pour quelque motif que ce soit ou encore sa résiliation, toutes les dispositions comprises dans la présente entente qui, par leur nature, s'appliquent au-delà de la fin de l'entente, notamment la clause 5.1.31 (engagements de **Rexforêt** – conservation des documents) et la clause 15 (responsabilité) demeurent en vigueur.
- 10.6 Advenant que l'une des **Parties** mette fin à la présente entente en vertu de la clause 10.1 ou que celle-ci soit résiliée par la **Ministre** suivant l'une ou l'autre des clauses 10.2 ou 10.3, tous les contrats octroyés et toutes les ententes conclues par **Rexforêt** et applicables après la date de résiliation seront cédés à la **Ministre**. Cette dernière s'engage à assumer la totalité des obligations et des responsabilités de **Rexforêt** prévues à ces contrats et ententes.

Dans les cas prévus au premier alinéa, la **Ministre** s'engage à rembourser à **Rexforêt** tous les frais engagés par ce dernier dans le cadre de l'exécution de la présente entente à la date où prend fin l'entente, déduction faite des avances monétaires que lui aurait fait la **Ministre**, lesquelles, pour le solde, devront lui être remises.

Rexforêt n'aura droit à aucune autre compensation ou indemnité que ce soit.

- 10.7 À la fin de la présente entente ou à la suite de la résiliation ou du non-renouvellement de celle-ci, le cas échéant, **Rexforêt** s'engage à transmettre à la **Ministre** :

10.7.1 tous les renseignements et les documents que cette dernière peut demander ainsi que les livres et les dossiers à jour qu'elle tenait pour la gestion des activités d'aménagement forestier qui lui sont déléguées ;

10.7.2 tous les dossiers d'autres activités que la **Ministre** lui a confiées dans le cadre de la présente entente.

Clause 11

Force majeure

- 11.1 Si l'une des **Parties** est incapable ou fait défaut de remplir l'une quelconque des obligations prévues à la présente entente en raison de force majeure, elle doit alors aviser par écrit, sans délai, l'autre partie aux présentes, lequel avis devra décrire la cause de force majeure et son effet sur la capacité de la partie concernée d'exécuter son obligation en vertu de la présente entente. Cette partie ne sera pas responsable envers l'autre partie du non-respect

de son obligation au cours de la période de cette incapacité ou de ce défaut ni des conséquences en découlant, y compris des dommages pouvant en résulter.

Aux fins de la présente entente, l'expression « Force majeure » signifie tout acte ou omission hors du contrôle de la partie qui l'invoque et comprend, sans restriction, les incendies, les accidents, les grèves, les lock-out, les coalitions ouvrières, les arrêts de travail ou autres troubles ouvriers, les blocus, les insurrections, les troubles civils, les sabotages, le terrorisme, le vandalisme, les tremblements de terre, les tempêtes, les inondations, la sécheresse, les pandémies, les embargos, les guerres, les émeutes, les pénuries d'approvisionnement ou les pannes d'électricité, de transporteurs, d'entrepreneurs ou de fournisseurs de matériaux.

Clause 12

MODIFICATION

- 12.1 En tout temps et d'un commun accord, les **Parties** peuvent modifier la présente entente par un avenant écrit et signé par les **Parties**. Cet avenant fera partie intégrante de la présente entente.

Clause 13

CESSION

- 13.1 Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou autrement transportés en tout et en partie sans l'autorisation préalable écrite de la **Ministre** aux conditions qu'elle détermine.

Clause 14

MODES AMIABLES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- 14.1 Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente ou sur son interprétation, les **Parties** s'engagent en premier lieu à rechercher une solution amiable à ce différend.

Clause 15

RESPONSABILITÉS DE REXFORÊT

- 15.1 L'exercice, par **Rexforêt**, de pouvoirs délégués n'engage pas la responsabilité du gouvernement.

Rexforêt sera responsable de tout dommage causé par elle, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente entente, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de celle-ci.

Rexforêt s'engage à indemniser, protéger et prendre faits et cause pour la **Ministre** contre tout recours, réclamation, demande, poursuite et autre procédure prise par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

Est un sous-traitant aux fins de la présente clause, une entreprise d'aménagement forestier liée à **Rexforêt** par contrat ou par entente.

Clause 16 **VÉRIFICATION FINANCIÈRE**

- 16.1 Les demandes de versements découlant de l'exécution de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par la **Ministre**, ou par toute autre personne ou tout organisme dans le cadre des fonctions qu'ils exercent ou des mandats qui leur sont confiés par la **Ministre**.

Clause 17 **PÉNALITÉS**

- 17.1 Le cas échéant, **Rexforêt** conservera les revenus découlant des pénalités contractuelles versées par les entreprises. Ces revenus seront soustraits des dépenses de **Rexforêt** faites dans le cadre de l'application de la présente entente, étant entendu que ces dépenses ne pourront plus être réclamées à la **Ministre**, ou utilisés à toutes autres fins que lui désigne la **Ministre**.

Clause 18 **AVIS**

- 18.1 Tout avis, instruction, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les **Parties**, doit être donné par écrit et être transmis par messenger, télécopieur, courriel ou poste recommandée à l'adresse de la partie concernée, comme indiqué ci-après :

- Dans le cas du **ministère des Ressources naturelles et des Forêts**, à :

Monsieur François Lapalme, ing.f.
Directeur général de la coordination de la gestion des forêts
5700, 4^e Avenue Ouest, local A-434
Québec (Québec) G2K 0G9
Télécopieur : 418 646-0042
Courriel : francois.lapalme@mffp.gouv.qc.ca

- Dans le cas de **Rexforêt Inc.**, à :

Monsieur Martin Ladouceur, ing.f.
Directeur général
2954, boulevard Laurier, bureau 590
Québec (Québec) G1V 4T2
Télécopieur : 418 644-9927
Courriel : m.ladouceur@rexforet.com

Tout changement d'adresse ou de destinataire de l'une des **Parties** doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

EN FOI DE QUOI, les **Parties** ont signé la présente entente.

Pour la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

30 mars 2023

Date

Pour Rexforêt Inc.

Original signé

Monsieur Jean Roy
Président du conseil d’administration

28/03/2023

Date

Original signé

Monsieur Jean-Pierre Dansereau
Directeur général

28/03/2023

Date

Budget d'exécution des travaux sylvicoles non-commerciaux et autres travaux connexes

- 1.1 Budget des travaux sylvicoles non commerciaux
- 1.2 Budget de travaux sylvicoles commerciaux
 - 1.2.1 Budget d'éclaircies commerciales résineuses
 - 1.2.2 Budget de martelage
 - 1.2.3 Budget d'inventaire d'intervention TSC (BGA, BMMB)
 - 1.2.4 Budget d'encadrement NRF (INV et MART, BGA et BMMB)
 - 1.2.5 Budget du PRCCM
 - 1.2.6 Budget de restauration des traverses de cours d'eau
 - 1.2.7 Budget d'aide à la culture forestière
 - 1.2.8 Budget des autres travaux
- 1.3 Budget autres ententes
 - 1.3.1 Programmes spéciaux (PMO-PEV, Ententes fédérales)

EN FOI DE QUOI, les **Parties** ont signé la présente annexe

Pour la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

30 mars 2023

Date

Pour Rexforêt Inc.

Original signé

Monsieur Jean-Pierre Dansereau
Directeur général

28/03/2023

Date

BUDGET D'ENCADREMENT DES TRAVAUX ET RAPPORTS

| | BUDGET (\$) |
|--|-------------|
| DIRECTIONS RÉGIONALES | |
| Bas-St-Laurent et Gaspésie | |
| Saguenay-Lac-St-Jean et Côte-Nord | |
| Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches, Mauricie, Estrie | |
| Outaouais, Laurentides et Lanaudière | |
| Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec | |

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé la présente annexe

Pour la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

30 mars 2023

Date

Pour Rexforêt Inc.

Original signé

Monsieur Jean-Pierre Dansereau
Directeur général

28/03/2023

Date

BUDGET DE GESTION ET D'ADMINISTRATION

| | |
|--|-------------|
| | BUDGET (\$) |
| DIRECTION GÉNÉRALE | |
| DIRECTIONS RÉGIONALES | |
| Bas-St-Laurent et Gaspésie | |
| Saguenay-Lac-St-Jean et Côte-Nord | |
| Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches, Mauricie, Estrie | |
| Outaouais, Laurentides et Lanaudière | |
| Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec | |
| SOUS-TOTAL – DIRECTIONS RÉGIONALES | |
| TOTAL – BUDGET DE GESTION ET D'ADMINISTRATION | |

EN FOI DE QUOI, les **Parties** ont signé la présente annexe

Pour la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

30 mars 2023

Date

Pour Rexforêt Inc.

Original signé

Monsieur Jean-Pierre Dansereau
Directeur général

28/03/2023

Date

MODALITÉS DE VERSEMENTS ENTRE LE MRNF ET REXFORÊT

1) Budget d'exécution des travaux d'aménagement forestier (Annexe 1)

- Verser, au début d'avril, une avance correspondant à 25 % de la valeur des travaux d'exécution prévus pour l'année visée ;
- Par la suite, sur production aux deux semaines du rapport d'état d'avancement des travaux sylvicoles (EATS), verser 75 % de la valeur des travaux réalisés pour l'année visée.

2) Budget d'encadrement des travaux et rapports (Annexe 2)

- Verser le budget d'encadrement des travaux et des rapports en 10 versements mensuels égaux et consécutifs à compter du 1^{er} avril pour l'année visée.

3) Budget de gestion et d'administration (Annexe 3)

- Verser le budget de gestion et d'administration en 10 versements mensuels égaux et consécutifs à compter du 1^{er} avril pour l'année visée.

EN FOI DE QUOI, les **Parties** ont signé la présente annexe

Pour la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

30 mars 2023

Date

Pour Rexforêt Inc.

Original signé

Monsieur Jean-Pierre Dansereau
Directeur général

28/03/2023

Date

INDICATEURS DE PERFORMANCE DE REXFORÊT

1. Taux d'investissement des budgets sylvicoles et des superficies réalisées en respect de la programmation annuelle des activités déléguées.
2. Maintien d'un système de gestion environnementale conforme aux exigences de la norme ISO 14001.
3. Taux de conformité des travaux sylvicoles.
4. Taux de respect des mesures d'harmonisation des usages concernant les secteurs d'intervention traités.
5. Taux de respect des dispositions du Règlement sur l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État (RADF) lors des interventions forestières.
6. Proportion de contrats octroyés par appels d'offres publics permettant de réaliser la transposition à la grille de valeur des traitements sylvicoles non commerciaux.
7. Taux de vérifications réalisées en respect du plan de contrôle établi et convenu.
8. Le cas échéant, s'ajoutent à ces indicateurs provinciaux des indicateurs de performance qui doivent être convenu dans des ententes régionales.

EN FOI DE QUOI, les **Parties** ont signé la présente annexe

Pour la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

30 mars 2023

Date

Pour Rexforêt Inc.

Original signé

Monsieur Jean-Pierre Dansereau
Directeur général

28/03/2023

Date

LISTE DES EXIGENCES CONTRACTUELLES SUPPLÉMENTAIRES PAR ANNÉE D'EXERCICE

| Nom du document | Forme, teneur des documents et fréquence du dépôt | Date du dépôt |
|--|--|--|
| Liste des exigences contractuelles supplémentaires par année d'exercice. | Selon les documents prévus à la « Liste des exigences contractuelles supplémentaires par année d'exercice ». | Selon le document « Liste des exigences contractuelles supplémentaires par année d'exercice ». |

EN FOI DE QUOI, les **Parties** ont signé la présente annexe

Pour la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

30 mars 2023

Date

Pour Rexforêt Inc.

Original signé

Monsieur Jean-Pierre Dansereau
Directeur général

28/03/2023

Date

LISTE DES EXIGENCES MINIMALES DE CONTRÔLES POUR REXFORÊT

1. Tolérance sur les superficies
2. Évaluation et cote de risque des entrepreneurs possédant un contrat
3. Avis de non-conformité et demande d'action corrective
4. Intensité de vérification
5. Date limite de livraison des données de l'outil PCR
6. Modulation des paiements
7. Transmission des relevés cartographiques
8. Formulaire de dérogation

EN FOI DE QUOI, les **Parties** ont signé la présente annexe

Pour la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

30 mars 2023

Date

Pour Rexforêt Inc.

Original signé

Monsieur Jean-Pierre Dansereau
Directeur général

28/03/2023

Date

LISTE ANNUELLE DES PROGRAMMES DONT LA GESTION EST DÉLÉGUÉE À REXFORÊT

| Nom du document | Tâches déléguées | Documents de référence (Termes et conditions) |
|--|---|---|
| Liste des programmes dont la gestion est déléguée à Rexforêt | Selon les programmes prévus à la « Liste des programmes dont la gestion est déléguée à Rexforêt » par année d'exercice | Selon les programmes prévus à la « Liste des programmes dont la gestion est déléguée à Rexforêt » par année d'exercice |

EN FOI DE QUOI, les **Parties** ont signé la présente annexe

Pour la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

30 mars 2023

Date

Pour Rexforêt Inc.

Original signé

Monsieur Jean-Pierre Dansereau
Directeur général

28/03/2023

Date

MODALITÉS GÉNÉRALES D'OCTROI DE CONTRATS DES TRAVAUX SYLVICOLES NON COMMERCIAUX

Appel d'offres pour les contrats répartis à plusieurs fournisseurs

Toute entreprise pouvant démontrer une capacité de réalisation de travaux définis ou similaires à ceux décrits dans le Guide sylvicole du Québec et les fiches techniques afférentes, à l'exception des travaux financés par les agences de mise en valeur des forêts privées, est admissible à présenter une soumission lors de l'appel d'offres pour les contrats répartis à plusieurs fournisseurs (CRPF). La capacité de réalisation déclarée et reconnue conformes par Rexforêt sera utilisée comme critère de répartition des CRPF par Rexforêt.

La répartition des contrats répartis à plusieurs fournisseurs (CRPF) variera annuellement en vue de permettre d'atteindre graduellement la cible régionale de 25 % de contrats octroyés par le biais d'appels d'offres publics (AOP). La cible de variation des pourcentages régionaux d'AOP est prévue pour les 3 premières années (2023-2024 à 2025-2026). Pour les années 2026-2027 à 2028-2029, le pourcentage de variation d'AOP sera réévalué et fixé à nouveau. Les variations des pourcentages sont convenues entre le ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) et Rexforêt.

Appel d'offres public fondé sur un prix au plus bas soumissionnaire (AOP)

L'objectif provincial est d'affecter à chaque année 25% des budgets disponibles pour octroyer des contrats par AOP. Cet objectif pourra cependant varier annuellement en fonction des disponibilités budgétaires.

Contrat de gré à gré

Nouvelles entreprises

Des entreprises ne pouvant présenter une capacité de réalisation les rendant admissibles aux CRPF pourront demander à Rexforêt de bénéficier d'un contrat dit d'entrée. Ce contrat d'entrée, dont le montant total ne dépasse pas le seuil des ententes commerciales, est congruent avec le montant minimum d'un contrat annuel CRPF.

Communautés autochtones et autres

Des contrats de gré à gré pourront être octroyés aux communautés autochtones selon des modalités à convenir entre le MRNF et Rexforêt. Des contrats de gré à gré pourront aussi être accordés à des entreprises, dans le respect de la politique sur les conditions des contrats de Rexforêt. Cette politique devra en tout temps être conforme avec les exigences de la Loi sur les contrats de organismes publics (LCOP).

Confirmation budgétaire

La confirmation des budgets sera faite par le MRNF annuellement au moment opportun.

Une enveloppe annuelle prédéterminée sera notamment identifiée par le MRNF pour les contrats à offrir aux nouvelles entreprises; cette enveloppe pourra varier et être nulle certaine année. Des contrats d'entrée seront attribués jusqu'à épuisement du budget. Des entreprises pourront donc se retrouver sur une liste d'attente.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé la présente annexe 9

Pour la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

Original signé

Madame Line Drouin
Sous-ministre

30 mars 2023

Date

Pour Rexforêt Inc.

Original signé

Monsieur Jean-Pierre Dansereau
Directeur général

28/03/2023

Date